

Réponses aux questions de la commission par :

**Laurier Chabot
115 Des Myriques
Ste-Catherine de Hatley, Qc, J0B 1W0
819 843-8488**

La Commission sollicite les réflexions des participants sur les principaux changements qui influencent la demande de produits alimentaires :

- **Est-ce que le secteur agricole et agroalimentaire québécois est bien préparé pour répondre aux besoins actuels et futurs des consommateurs?**

Nous sommes en mode agriculture industrielle et devons concurrencer avec l'agriculture industrielle mondiale. Les barrières tarifaires s'effritent et le contrôle de l'offre ne tiendra plus. La raison première de toute la chaîne est le profit à court terme, accroissement des productions et des profits. Tant que notre vision ne sera pas le bien-être de tout le contexte, incluant les personnes, la biodiversité et le paysage, nous n'avancerons pas dans la bonne direction. Il est temps de trouver d'autres avenues et d'autres syndicats pour représenter les agriculteurs. Ainsi on pourra voir dans quelle direction les agriculteurs veulent aller. Maintenant avec l'UPA, il n'y a pas de choix et tout le monde est dans le même bateau qui va dans la mauvaise direction en laissant tomber tous les petits en chemin. Heureusement il y a de petits transformateurs mais ils ne peuvent même pas accéder au marché puisque les chaînes d'alimentation sont toutes contrôlées par des centralisateurs.

- **Quelles réflexions vous inspirent les problématiques de santé publique, notamment celles qui appellent la création d'environnements plus propices à de saines habitudes alimentaires?**

On pollue nos terres, nos cours d'eau, nos nappes phréatiques, c'est considéré comme de la matière à profit et c'est la même chose pour les individus qui sont considérés comme des consommateurs d'où on tire le plus de profits possible. Tant que l'on ne traitera pas nos corps, notre eau, notre air, notre terre comme ce qu'il y a de plus important et que l'on ne respectera pas la vie dans toutes ses manifestations, nous n'avancerons pas dans la bonne direction.

Dans les écoles, les repas bon marché pour que la firme fasse le plus de profit avec les étudiants qui sont servis des amalgames incroyables de produits chimiques pour la couleur, la conservation, le goût. Si une relation était faite avec des agriculteurs pour que de bons fruits et légumes soient disponibles avec une alimentation saine, les déficits d'attention, de violence, de discipline diminueraient considérablement ainsi que l'embonpoint et tous les problèmes médicaux qui s'en suivent. Quand les enfants vont voir et comprendre que leur vie dépend de la terre et de ce qu'ils en font, leur attitude changera (il faudra éduquer aussi les parents) et remettre l'agriculteur dans la société. L'agriculture est devenue une **industrie** à part qui ne cesse de se défendre pour ses pratiques malsaines comme l'alimentation du bétail avec des farines animales (on ne se vante pas que l'on en donne toujours, seulement que ce ne sont plus des farines de ruminants aux ruminants mais on en donne toujours en mêlant les espèces, on n'ose pas dire ce que l'on fait et on a raison parce que l'on sait que ça n'a pas de bon sens.).

- **Comment le Québec doit-il s'inscrire dans la dynamique des échanges mondiaux de produits agricoles et alimentaires?**

Si nous nous respectons ainsi que notre territoire, nous devons aussi respecter l'autonomie alimentaire des autres pays et aider à subvenir à ceux qui en ont besoin. On ne peut protéger notre production et vouloir passer outre la production des autres pays.

• L'accroissement prévisible de la demande mondiale pour des protéines animales doit-il ou non être vu comme une opportunité pour le secteur agroalimentaire québécois?

Il est sûr que notre position comme producteur fourrager peut nous amener vers une surproduction animale comparé à nos besoins mais ce doit être fait en respectant la nature, les animaux et les humains. Nous n'avons pas à subventionner une industrie porcine polluante qui achète les boisés pour les détruire et pouvoir y mettre leur lisier surtout qu'en enlevant la couche arable dans le processus pour retrouver un sol plus pauvre pour pouvoir mettre plus de lisier on a ainsi enlevé le pouvoir tampon du sol qui aurait pu limiter un peu la pollution. Qu'on fasse du fourrage dans les milieux propices et que la plaine du St-Laurent serve à nourrir le monde et non arracher des subventions pour en plus polluer et saccager les milieux naturels.

Comment le secteur agricole et agroalimentaire peut-il contribuer aux efforts pour combattre la sous-alimentation et la malnutrition?

Nous sommes sous-alimenté et mal nourri au Québec. Nous sommes bons pour faire des gros mais pour une alimentation équilibrée, c'est dur à trouver, surtout pour ceux à faible revenu. Arrêter de produire avec les sucres, les gras trans et le méli mélo chimique et s'orienter sur le bio local et sain, cela prendra moins de ressources et tout le monde sera en meilleure santé. Qu'on développe l'agriculture biologique et pas en mode compte goutte comme jusqu'à présent, qu'on taxe les produits dangereux, pesticides, insecticides et autres produits chimiques et que l'on remette des millions pour développer et expérimenter dans le bio.

• Que signifient ces tendances pour l'avenir des fermes québécoises, petites, moyennes et grandes?

Toutes les politiques agricoles et l'UPA vont vers le gros et l'endettement. Dans ce contexte, c'est la fin des petits et des moyens, en plus les gros qui vont rester seront à la merci des marchés internationaux.

Il faut se réveiller et occuper le territoire d'une manière responsable écologiquement et humainement, favoriser une agriculture qui demandera plus de monde et qui servira plus la population locale. Si nous occupons le territoire avec des centaines de variétés développées localement de légumes, poules animaux etc, nous serons bien moins à la merci d'une multinationale qui fournit à partir de fermes industrielles et dépend de transport de longue distance, de produits chimiques pour la production et éventuellement de semences OGM produites par elle-même ou une succursale. Est-ce vraiment la direction que l'on veut aller en tant que société ? jusqu'à présent le MAPAQ et l'UPA nous amènent dans cette direction dangereuse pour l'écologie et notre sécurité alimentaire.

• Quelles stratégies devrions-nous retenir pour en gérer les conséquences?

Enlever le monopole de l'UPA pour que les agriculteurs puissent choisir quelle organisation ils veulent privilégier.

Il faudra revoir le droit de propriété des terres ainsi que de leur utilisation et remettre une partie de la responsabilité sur les citoyens et les municipalités pour que la vocation des terres se fasse avec un développement durable des communautés et que la production s'oriente de plus en plus localement pour créer des milieux de vie rural plus vivants et moins dépendants des marchés internationaux.

• Quel rôle doit jouer l'État?

Faciliter la prise en charge par les communautés et les individus, taxer les pratiques polluantes, surtout les produits polluants et les aliments malsains. Subventionner la production locale et l'achat local et sain en donnant des réductions d'impôt sur ces dépenses, alors cela aidera la production saine sans entraver les règles du commerce international, du moins pas autant que de subventionner l'industrie porcine comme on le fait présentement. Investir plus dans les pratiques écologiques comme l'agriculture biologique, interdire les OGM, payer les frais de certification biologique à même les taxes prises sur les produits chimiques. Prôner l'autonomie alimentaire pour tous les peuples.

Les mécanismes actuels de mise en marché collective des produits agricoles permettent-ils aux industries agroalimentaires de répondre rapidement et adéquatement aux besoins des marchés québécois, canadiens et internationaux?

Si on vise la production locale, régionale québécoise et nationale et internationale en priorité décroissante, on ne laissera pas les industriels prendre la part de marché même en mise en marché collective. Le système actuel de mise en marché collective ne fonctionne pas bien et de plus il ne correspond plus aux exigences du marché international. La mise en marché doit se faire à partir des consommateurs qui veulent les produits et qui devraient décider de quelle qualité ils doivent être et de quels modes de production. Les industriels doivent venir en dernier lieu. Premièrement la production à petite échelle locale et les lois et le gouvernement devrait favoriser ce type d'agriculture et de mise en marché. Sty-Étienne n'a pas besoin d'un abattoir qui peut transformer 10,000 porcs par jour, ses agriculteurs qui ont quelques bêtes veulent pouvoir produire sans polluer et avoir le droit de faire abattre localement et écouler localement.

• Font-ils assez de place à l'innovation, aux nouveaux produits et aux produits-créneaux?

On ne doit pas égaliser toutes les productions vers la médiocrité ou la standardisation, ceux qui font preuve d'ingéniosité, d'imagination, de qualité ajoutée et de débrouillardise ne doivent pas faire les frais de la mise en marché collective qui favorise les gros et la standardisation. Ce sont les gros producteurs qui viennent inonder le marché et empêcher les petits d'évoluer. Que l'on mette une réglementation à partir d'un certain volume et que la distribution des quotas se fasse régionalement à partir des consommateurs pour commencer.

• Les stratégies de mise en marché qui s'appuient sur la gestion de l'offre ont-elles leur place dans le contexte de libéralisation des marchés?

Quand elles s'appuient sur la gestion de la demande locale et la production locale pour un marché local, ça va. Les consommateurs des grandes villes devraient avoir leur mot à dire et pas seulement le choix sur les tablettes que les 3 chaînes d'alimentation du Québec ont décidé pour eux.

Si oui, quels en sont les avantages et inconvénients, et comment pourraient-elles être améliorées?

En fait cette gestion de l'offre devrait être faite par le consommateur, distributeur et producteur où le local a la priorité. Ainsi l'offre est gérée mais chacun des intervenants a un mot à dire et ce n'est pas l'UPA ou un de ses syndicats qui dicte les règles du jeu pour se partager la production entre quelques gros industriels et où des fermiers profitent du droit de produire pour s'enrichir, ce droit doit venir du consommateur et le tout doit se décider aussi localement où cette production sera faite. Si St-Étienne ne veut pas produire 100,000 porcs pour Montréal, c'est leur droit d'avoir un environnement sain et pas seulement un droit que le producteur agricole a payé pour faire ce qu'il veut.

• Quelles mesures devrions-nous privilégier pour aider les secteurs de production sous gestion de l'offre à mieux composer avec une concurrence internationale qui réussit à contourner les plus hautes barrières tarifaires?

Le local et le bio sont la base saine d'une politique agricole et d'un développement rural. S'il le faut subventionnons le consommateur pour qu'il achète local, comme subvention pour l'environnement et non pour l'agriculture.

• L'organisation des offices de mise en marché, actuellement sous la responsabilité des producteurs agricoles, devrait-elle être élargie pour faire place à d'autres intérêts comme ceux des consommateurs et des transformateurs?

Absolument et passer par les régions, comme expliqué plus haut.

• Les politiques agricoles devraient-elles faire plus de place aux objectifs de bonne nutrition et de santé publique?

Elles devraient être de plus en plus basées sur ces critères.

• Dans quelle mesure l'État doit-il intervenir pour soutenir ou hausser le revenu des entreprises agricoles?

Salaire minimum garanti. Mettre les terres en fiducie, ainsi le fermier n'aura pas à payer le capital, seulement une location. Subventionner l'achat local ainsi le fermier sera supporté.

• Quelle forme ces interventions devraient-elles prendre en ce qui concerne le type d'agriculture, de fermes ou de productions?

Fiducie pour production biologique et salaire minimum garanti comptant sur la déclaration de revenus. Que le producteur qui veut produire biologique soit supporté par un salaire minimum garanti, qu'il ait un support technique compétent et s'il répond à certaines exigences de production et d'organisation qu'il ait droit à de l'aide de différentes formes. Aider à la création de ces fiducies gérées par les citoyens, responsabiliser les citoyens, les agriculteurs et les politiciens. Que ces fermes deviennent des modèles avec échanges entre régions et que de plus en plus de ces fiducies se forment. Commencer lentement en supportant ces initiatives, en laissant la chance à ceux qui veulent travailler au niveau agricole mais qui ne sont pas millionnaires, cela aiderait à créer des communautés plus saines où le développement de la communauté en général prendrait plus de valeur que le seul gain économique pour le producteur propriétaire que la communauté doit parfois subir et subventionner présentement.

• Quels objectifs prioritaires l'État devrait-il poursuivre? • Quel type d'aide l'État doit-il offrir aux producteurs?

Arrêter la pollution, viser une autonomie alimentaire, soutenir le développement rural. Laisser un choix aux agriculteurs pour leur syndicat. Payer les frais de certification biologique qui

elle a une traçabilité, subventionner plus de recherche et de projets innovants dans ce sens, favoriser l'échange de connaissances dans ce sens, conscientiser le consommateur, taxer et interdire la bouffe dangereuse (plusieurs produits se retrouvent dans nos aliments qui sont dangereux). Nous payons et paierons encore plus pour toute la malbouffe qu'on nous présente en publicité, investissons à la source pour une alimentation saine et éliminons ces produits dangereux.

• L'aide financière devrait-elle être fonction de la nature et du volume des produits, du revenu global de l'entreprise agricole, de la taille, du stade de développement de l'entreprise ou d'autres critères?

Premièrement en fonction de l'environnement, favoriser le développement local, donc de petites tailles ou d'associations, autosuffisance alimentaire et en dernier lieu de produits d'exportation si on développe de l'expertise et des surplus dans ses productions biologiques et écologiques socialement responsables. Revenu minimum garanti avec certains critères (bio, plan de production, production locale) aide à la création de fiducies, gratuité des frais de certification.

• L'État doit-il continuer à soutenir financièrement des productions qui sont déficitaires depuis, dans certains cas, 10, 12 et même 20 ans?

Certainement pas pour l'exportation mais pour un développement écologique, rural et socialement responsable alors les retombées peuvent en valoir la peine. Mais surtout pas subventionner une industrie comme le porc qui pollue l'environnement avec des OGM, des herbicides et pesticides, des lisiers, qui détruit des forêts, empeste la campagne et dont on subira les pires effets dans quelques décennies dans nos nappes phréatiques polluées au Round Up qui coûteront des millions à traiter que nous devons encore payer (pas Monsanto).

• Quels gestes les agriculteurs pourraient-ils poser pour rendre leurs entreprises moins fragiles et augmenter leur marge de manoeuvre?

Marché local diversifié en association s'il le faut, sécuriser (avoir des contrats avec eux) des consommateurs des grands centres. En s'impliquant avec le milieu, la survie de la ferme est la survie du milieu alors on se sert les coudes et on se supporte.

La Commission s'interroge sur les mesures à prendre pour améliorer la productivité et la compétitivité de l'industrie québécoise de la transformation alimentaire :

C'est le genre de questions qui a amené à la situation actuelle d'obésité, de pollution et de réchauffement planétaire. Le problème c'est la productivité et la compétition, quand on pourra travailler ensemble à une qualité de vie meilleure pour tous sur cette planète, les choses vont évoluer dans le bon sens, en attendant on s'en va vers le gouffre.

• Comment les entreprises québécoises de transformation alimentaire peuvent-elles miser davantage sur leurs forces et améliorer leur compétitivité sur les marchés intérieurs et extérieurs?

Au lieu de l'offre et la demande sauvage comme nous la connaissons, dirigeons nous vers une production orientée, planifiée en incluant producteurs, transformateurs et consommateurs. Si nous voulons tel produit et qu'il vienne d'ici alors nous planifions et produisons. Tant que le consommateur, le transformateur et le producteur va regarder son économie à lui seulement et s'orienter seulement en fonction des coûts, la carotte de Californie ou le yogourt de Nouvelles Zélande à 2 sous de moins le kilo sera acheté au Québec. Quand le consommateur prendra les choses en main comme le font quelques milles familles avec l'agriculture

soutenue par la communauté alors il y aura une place pour une agriculture plus juste et respectueuse et le tout peut être fait à toutes les échelles, pour le transformé : le magasin rural qui offre un produit rural peut réussir à fidéliser une clientèle et le touriste trouvera quelque chose d'unique et d'intéressant.

• **Existe-t-il une problématique des coûts des matières premières agricoles? Si oui, quelles en sont les caractéristiques et les conséquences?**

La problématique est que les coûts sont trop bas pour la réalité financière des agriculteurs, les prix mondiaux sont basés sur les subventions et déstabilisent les économies régionales. Quand la production sera orientée par le consommateur qui pourra choisir qui lui produira ce dont il a besoin pour **vivre**, que ce soit sur une base individuelle pour certains et sur une base associative pour la plupart alors nous aurons une agriculture et une transformation des produits qui sera consciencieuse et respectueuse.

En fait les matières premières agricoles c'est quoi ? l'essence et le tracteur avec machinerie, le fond de terre et le quota, les bâtiments et les animaux et le vétérinaire et les produits de santé animale, les semences et les produits chimiques pour la production. Que reste-t-il au cultivateur ? En optant pour des pratiques agricoles saines, il y a moyen de réduire les coûts, en développant des semences pour la production biologique sans patente et sans besoins de produits chimiques, en éliminant les quotas mais en fonctionnant avec des contrats avec les consommateurs et distributeurs, nous développerons un climat de services et pas seulement de profit.

• **Comment faciliter aux transformateurs spécialisés l'accès aux réseaux de distribution?**

Quand les transformateurs pourront travailler ensemble avec les producteurs et les consommateurs pour répondre aux besoins l'accès sera possible surtout si le marché local est ouvert.

• **Comment assurer aux entreprises la main-d'oeuvre qui leur est nécessaire?**

Quand les travailleurs feront partie du processus décisionnel en connaissance des implications, surtout si le tout est imbriqué dans un tissu social et peut-être rural. Alors le milieu fera sien le bien-être de l'entreprise qui lui fera sien le bien-être des citoyens.

Quels sont les créneaux de marchés les plus porteurs?

Local et de contrat avec les associations de consommateurs et distributeurs.

• **Quelles sont les conditions à favoriser pour mieux saisir les occasions d'affaires?**

C'est pas la bonne affaire à faire, vaut mieux répondre à de vrais besoins être payé pour nos coûts.

• **Quels moyens peut-on se donner pour que les maillons de la chaîne agroalimentaire perçoivent les signaux du marché et travaillent conjointement pour y répondre?**

Monter des associations de consommateurs, producteurs et transformateurs pour répondre aux vrais besoins et oublier les signaux.

• **Quel rôle l'État doit-il jouer?**

Favoriser ces associations pour que le but de tous soit le bien-être de chacun et de la planète.

• **Comment inciter les transformateurs à créer des produits ayant des caractéristiques positives pour la santé?**

Taxer les produits nocifs comme le sucre et les gras trans ainsi que tout additif, pour éventuellement les éliminer complètement. En créant des associations, les transformateurs fonctionneront à contrat et leur marché sera déjà créé, ils pourront ainsi répondre aux besoins des consommateurs sans avoir à créer un produit artificiel.

7.

La Commission souhaiterait entendre les participants sur les stratégies et conditions qui assureraient l'atteinte et le maintien des équilibres entre l'environnement et l'agriculture.

Une politique de développement de l'agriculture biologique avec un vrai soutien qui incluerait l'implication de la communauté. Produire des biens et services pour de vraies personnes et être supporté pour le faire par la communauté locale et le gouvernement si nécessaire, surtout au début pour trouver les solutions locales.

• Comment les responsabilités des secteurs agricole, industriel et municipal face à la protection de l'environnement peuvent-elles s'exercer plus efficacement?

En impliquant tout le monde et en travaillant au service et non pour le profit.

• Les stratégies de gestion des déjections animales sont-elles adéquates, particulièrement en ce qui concerne la qualité de l'eau?

La gestion liquide des déjections n'est pas une solution écologique. La gestion avec litière orientée vers le marché local et avec l'appui de la communauté et d'un vrai ministère de l'environnement serait une solution beaucoup plus adéquate et respecterait l'utilisation des autres citoyens des cours d'eau pour autre chose qu'une vidange de lessivage de lisier et de produits chimiques.

• Quels moyens devraient être préconisés pour contrer les inconvénients de la gestion des fumiers liquides?

Une réorientation vers le solide et vers des quantités raisonnables pour l'environnement.

• Quelles sont les meilleures pratiques agronomiques à mettre en place, notamment en matière de fertilisation, de conservation des sols ou d'utilisation des pesticides?

L'agriculture bio avec beaucoup de soutien pour développer des pratiques de plus en plus écologiques, même à l'intérieur du bio.

• Comment l'agriculture pourrait-elle contribuer davantage à la réduction des gaz à effet de serre et ainsi participer à l'effort collectif pour contrer le réchauffement de la planète?

Avec la production bio, on utilise moins de produits chimiques qui contribuent au gaz à effet de serre, en développant une production axée plus localement, on réduit le transport, en encourageant moins de transformation industrielle, on coupe dans les transports.

• Que devrait-on faire pour assurer le maintien et la croissance de la biodiversité sur le territoire agricole?

En encourageant la production locale, on devra aller vers la diversification en comparaison avec la monoculture. En ayant plus de petits producteurs, il y aura plus de diversité, en autant que le développement se fasse en tenant compte de l'environnement.

• Quel est votre point de vue sur l'utilisation des plantes génétiquement modifiées, compte tenu des risques et bénéfices qu'elles peuvent représenter?

La plupart de ces plantes après quelques années nécessitent plus de pesticides ou herbicides, elles sont un danger pour l'écosystème et l'être humain. Elles ont déjà nuit beaucoup à la production biologique, dans la production du Canola, soya et maïs. Ces plantes devraient être bannies.